

PIECE JOINTE	DESCRIPTION	Obligatoire/Facultative	DOCUMENT PRESENTE	COMMENTAIRES
1	Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée	O	OUI	
2	Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres	O	OUI	
3	Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau	O	OUI	
4	Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévu pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale	O	OUI	le projet est compatible avec le plan local d'urbanisme de la commune de Loon-Plagepuisque situé en zone UIP
5	Une description de vos capacités techniques et financières	O	OUI	
6	Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions	O	OUI	Le projet est soumis à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature des ICPE (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers)
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :				
7	Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés	F	NON	Le projet respecte l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature des ICPE (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers)
Si votre projet se situe sur un site nouveau :				
8	L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation	F	OUI	Propriétaire du terrain: PORT DE DUNKERQUE

PIECE JOINTE	DESCRIPTION	Obligatoire/Facultative	DOCUMENT PRESENTE	COMMENTAIRES
9	L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation	F	OUI	L'avis du Maire de Loon-Plage a été sollicité, et son avis est donc joint à la demande
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :				
10	La justification du dépôt de la demande de permis de construire	F	NON	Le projet ne nécessite pas de permis de construire
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :				
11	La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement	F	NON	Le projet ne nécessite pas d'autorisation de défrichement
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :				
12	<p>Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement - le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement - le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 - le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement - le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement - le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement - le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement - le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement 	F	OUI	le projet est compatible avec le SDAGE du bassin Artois Picardie et le SADE Delta de l'Aa, une note est présentée en PJ 12. Les autres plans et programmes ne concernent pas le site.
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :				
13	L'évaluation des incidences Natura 2000	F	NON	Le site ne relève pas d'une aone NATURA 2000, il n'a donc pas été réalisé d'analyse d'incidences.
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :				

PIECE JOINTE	DESCRIPTION	Obligatoire/Facultative	DOCUMENT PRESENTE	COMMENTAIRES
14	<p>La description :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. 	F	NON	Les quotas démissions de gaz à effet de serre sont déclarées par le propriétaire de la centrale (société LEFOLL) pour ses installations qu'il met à disposition de la société EIFFAGE.
15	Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14	F	NON	Les quotas démissions de gaz à effet de serre sont déclarées par le propriétaire de la centrale (société LEFOLL) pour ses installations qu'il met à disposition de la société EIFFAGE.
Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :				
16	Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid.	F	NON	projet non concerné
17	Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur.	F	NON	projet non concerné
Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :				
18	Note de présentation du projet	F	OUI	note en PJ 18
19	Description des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	F	OUI	Mesures présentées en PJ 19 en application du guide d'aide à la définition des mesures ERC (THEMA 2018- MTES/CEREMA)